



HAL
open science

De l'indignité à l'indignation : petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul

Bénédicte Florin

► **To cite this version:**

Bénédicte Florin. De l'indignité à l'indignation : petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul. *Cultures & conflits*, 2016, Marges urbaines et résistances citadines, 2 (101), pp.99-120. halshs-01333376

HAL Id: halshs-01333376

<https://shs.hal.science/halshs-01333376>

Submitted on 12 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De l'indignité à l'indignation : petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs de déchets à Istanbul (Turquie)

Bénédicte FLORIN

Bénédicte Florin est maître de conférences en géographie à l'Université de Tours et chercheuse à EMAM (Equipe Monde arabe et Méditerranée) de l'UMR 7324 CITERES, Cités, Territoires, Environnement et Sociétés. Ses recherches portent sur les villes du monde arabe et turc. Depuis 2007, elle s'intéresse plus particulièrement aux récupérateurs de déchets, aux politiques et systèmes de gestion des déchets au Caire, à Casablanca et à Istanbul, dans une perspective comparative. Son approche est qualitative, fondée sur des entretiens et des observations de terrain.

La marginalité – on devrait plutôt dire la marginalisation – est une production sociale qui trouve son origine dans les structures de base de la société, l'organisation du travail et le système des valeurs dominantes à partir desquels se répartissent les places et se fondent les hiérarchies, attribuant à chacun sa dignité ou son indignité sociale »

Robert Castel¹

Autour de la Méditerranée, depuis le début des années 2000, les mobilisations populaires se sont multipliées, n'exprimant pas, ou plus seulement, des « émeutes du pain » observées lors des décennies précédentes pour la rive sud, ou des manifestations portées par des mouvements politiques (partis, syndicats), pour la rive nord. Se déployant dans des espaces centraux ou excentrés, ces mobilisations d'« indignés » ont parfois émané de populations, peu ou prou marginalisées et considérées comme telles par les pouvoirs publics, qui (se) manifestent, qui tentent de se faire entendre et de faire parler d'elles, avec plus ou moins de succès. Or, si les révoltes et révolutions

¹ Castel R., « Les marginaux de l'histoire », in Paugam S. (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 38.

récentes ont été, à juste titre, fort médiatisées ², les petits mouvements sont souvent passés plus inaperçus parce qu'éparpillés et sectoriels ; il en est de même des résistances quotidiennes, émanant de « petites gens », peu dignes d'intérêt parce qu'en situation de précarité sociale, culturelle et économique. Il s'agit, en effet de « [...] ces populations qui, malgré leur nombre, sont masquées, volontairement ou non, par les chiffres, le droit, le discours politique, les représentations médiatiques, les politiques publiques, les études sociologiques, ou se retrouvent enfermées dans des catégorisations dépassées qui occultent leurs conditions d'existence » ³.

On peut compter, parmi ces populations invisibilisées, les récupérateurs « informels » de déchets d'Istanbul ⁴ marqués par une « indignité sociale » qui les assigne aux échelons les plus bas de la hiérarchie des places, pour reprendre les termes de Robert Castel dans l'exergue ouvrant notre propos. Or, l'examen de leurs pratiques sociales et professionnelles ordinaires témoigne des petites luttes qu'ils mettent en œuvre quotidiennement pour tenter de gagner leur pain dans un contexte brutal de réformes politiques les excluant de plus en plus, ainsi que le montrera la première partie de cet article explicitant les menaces qui pèsent sur eux.

² Dans le domaine de la recherche, on fera ici référence aux excellents et nombreux travaux de ces dernières années analysant les prémisses et effets des révolutions tunisiennes et égyptiennes et remettant en cause l'idée préconçue de populations amorphes. De façon non exhaustive ici et sur la révolution égyptienne sur laquelle j'ai davantage travaillé : Ben Nefissa S., *Révolution civile et politique en Egypte. La démocratie et son correctif*, in « Mouvements », n°66, « Printemps arabes, Comprendre les révolutions en marche », La Découverte, Paris, 2011, pp. 48-52 ; Ben Nefissa S. et Destremau B., « Protestations sociales, révolutions civiles », *Revue Tiers-Monde*, Hors série, A. Colin, Paris, 2011, pp. 227-236 ; Deboulet A. et Florin B., « Mobilisations pré-révolutionnaires. Quand les habitants des quartiers populaires du Caire (se) manifestent », in *Egypte-Monde arabe* n° 11/3^e série, *Ville et révolution en Egypte*, sous la dir. de Stadnicki R., 2014, <http://ema.revues.org/3263> ; Lavergne M. (dir.), *Une société en quête d'avenir. Egypte, an 2 de la révolution*, Paris, L'Harmattan, 2012, 151 p. ; Stadnicki R. (dir.), *Villes arabes, cités rebelles*, Paris, Éd. du Cygne, 2015, 197 p.

³ Beaud S., Convafréux J., Lindgaard J. (dir.), 2006, *La France invisible*, Paris, La Découverte, 658 p.

⁴ Avec Aksel Beşiktaşlıyan, que je remercie ici, étudiant en master de sociologie et francophone, nous avons mené des entretiens auprès d'une trentaine de récupérateurs et six propriétaires de dépôts, rencontrés en juillet 2014, puis à nouveau en juillet 2015, sur la rive européenne d'Istanbul. Un grand nombre de récupérateurs travaille également sur la rive asiatique, non encore contactés à ce jour. Je remercie également Gülçin Erdi Lelandais pour la transmission et traduction de documents issus de la presse turque, notamment pour ce qui concerne Ankara, exemple qui vient en appui de celui d'Istanbul. Enfin, la plupart des clichés illustrant ce travail ont été pris par Pascal Garret, sociologue et photographe, lors d'entretiens menés ensemble et avec l'accord des récupérateurs.

La deuxième partie de notre contribution s'inscrit résolument dans la pensée de Michel de Certeau qui considérait ces tactiques des démunis, transgressant discrètement les hégémonies quotidiennes, comme des formes de résistance et, dans cette lignée, nous postulons que ces actes ordinaires peuvent être qualifiés de résistance dès qu'ils nient, négligent ou adaptent les règles du jeu introduites par les classes dominantes⁵. Parmi les diverses discrètes transgressions mises en œuvre par les récupérateurs, nous insisterons sur leurs pratiques professionnelles se déclinant dans les espaces publics, alors même que la collecte dans les poubelles est interdite, les faisant basculer de l'« informalité » à l'illégalité. Il s'agit donc, pour eux, de franchir les frontières de leurs quartiers – espaces à la marge, mais protecteurs et caractérisés par une forme d'entre-soi – pour circuler et travailler dans des lieux publics où ils sont visibles et vulnérables. Pour autant, s'ajustant et contournant les contraintes, ils adoptent toutes sortes de petites tactiques pour (se) défendre et légitimer leur place dans la ville et dans la société urbaine. La dimension spatiale de leurs pratiques⁶, puisque la ville constitue pour ces « braconniers »⁷ une ressource au sens propre, est essentielle : l'accès, ou non, au déchet, matière première de leur activité, articule ainsi étroitement droit au travail et droit à la ville.

Davantage que leur exclusion spatiale ou que leur assignation sociale, cette remise en cause du droit à vivre « de » la ville construit une prise de conscience collective, portée et relayée par les militants et entrepreneurs des déchets. Abordé dans la troisième partie de cet article, le sentiment fort de l'injustice qui leur est faite, menant parfois à l'indignation *via* la mobilisation, leur permet aussi d'élaborer un discours de justification de leur rôle dans la société et dans le monde qu'ils contribuent à préserver par le recyclage. Loin d'être passifs ou

⁵ De Certeau M., *L'invention du quotidien, tome 1*, « Arts de faire », Paris, Folio, 1990.

⁶ À la suite d'autres travaux, nous serons d'accord sur le fait que loin d'être un arrière-plan ou un simple cadre, la ville constitue pour les récupérateurs un espace stratégique de vie, un espace-ressource et un espace-enjeu essentiel qu'il faut conquérir et défendre. Voir Bonny Y. et al. (dir.), *Espaces de vie, espaces enjeux*, Presses Universitaires de Rennes, 2011, 396 p.

⁷ Au sens où l'emploie J.C. Scott dans son chapitre « Infrapolitique des groupes subalternes », notamment dans sa comparaison avec le braconnage dans les forêts, considéré comme un droit pour les paysans aux 18^e et 19^e siècles, qui revendiquent le « droit » à utiliser les ressources offertes par la forêt. *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éd. Amsterdam, 2008 pp. 199-218.

anomiques, ils manifestent à Ankara, prennent la parole et tentent de défendre leurs droits en plaçant la reconnaissance de leur travail auprès des autorités d'Istanbul. Cependant, ces tentatives sont difficiles à mettre en acte et se soldent par une très fragile tolérance à leur égard, plutôt que par une mise au débat public de leur situation. En ce sens, ce « micro » exemple est peut-être aussi un révélateur des tensions à l'œuvre dans le contexte socio-politique turc d'aujourd'hui, oscillant entre revendications démocratiques et répression autoritaire. Quoi qu'il en soit des résultats de cette indignation des récupérateurs, somme toute assez inédite, celle-ci n'est pas motivée ou produite par la situation de marginalisation en tant que telle – d'ailleurs parfois revendiquée parce qu'elle paraît offrir aux récupérateurs une forme de liberté –, mais elle l'est par le sentiment de l'injustice et de l'indignité à leur encontre : « *L'homme n'est pas indigné parce qu'un acte vil a porté atteinte à une dignité abstraite ; il proclame son exigence de dignité parce qu'il a éprouvé des indignations réelles. C'est dans le sillage de l'indignation que l'idée de dignité s'est imposée* »⁸.

Des situations « mises à mal » : menaces sur les quartiers des récupérateurs et menaces sur l'accès à la ressource

« L'interminable travail interprétatif des acteurs n'a qu'une fonction : réaliser une adéquation à une situation présente toujours mise à mal »

Bernard Lepetit⁹

Quand la marge est à la fois une assignation et une ressource

À Istanbul, les récupérateurs de déchets, *toplayıcılar*, fouillent dans les poubelles et conteneurs pour y collecter des matériaux recyclables

⁸ Mattéi J.F., *De l'indignation*, La Table Ronde, Paris, 2005, p. 20. Il ne s'agit pas ici d'ouvrir un débat, riche par ailleurs, sur la notion de « dignité » humaine, mais de noter la proximité des étymologies entre dignité et indignation. Voir à ce sujet Delporte C., Ambroise-Rendu A.C., *L'Indignation : histoire d'une émotion politique et morale, XIX^e-XX^e siècle*, ; Mattéi J.F., *L'homme indigné*, Paris, Éd. du Cerf, 300 p. a ainsi que la recension de cet ouvrage sur <http://www.letemps.ch/culture/2013/01/04/indignation-hissee-rang-concept-philosophique>

⁹ B. Lepetit, *Le présent de l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 280.

(cartons, plastiques, ferraille, objets) et requalifient des restes qui auraient, sans leur travail d'extraction, achevé leur trajectoire. Ils donnent ainsi une autre vie à ces matières qui, loin d'être des rebuts à leur yeux, ont une valeur précise et constituent une ressource essentielle : leur gagne-pain. Non reconnus et quasi-invisibles car « *c'est le dernier des métiers* »¹⁰, les récupérateurs sont marqués, à Istanbul comme ailleurs, par une assignation sociale et spatiale inférieure. Celle-ci explique aussi que, en dépit d'un discours médiatisé sur le recyclage, le réemploi et le « développement durable », les récupérateurs ont peu voix au chapitre et sont rarement associés aux réformes entreprises par les politiques publiques. De même, leur travail de délestage de la ville de quantités d'ordures, vendues aux entreprises de recyclage *via* les grossistes, fonde le système formel et lucratif de valorisation de restes, mais ne leur donne pas accès à des droits du travail ou à des droits sociaux. Cette mise à l'écart n'empêche pas leur intégration à l'économie urbaine dans une forme d'« inclusion perverse » où l'exclu social est à l'intérieur du système et le fait fonctionner¹¹.

Les *toplayıcılar* stambouliotes se situent à la marge de la société et de la ville, même si, pour beaucoup, ils résident et travaillent dans des quartiers centraux et à proximité de quartiers très touristiques constituant la « vitrine » internationale de la ville (Sainte Sophie et la mosquée Bleue pour les récupérateurs de Süleymaniye ; Taksim, l'avenue Istiklal et le quartier gentrifié de Beyoğlu pour ceux de Tarlabası). Installés dans les « trous » et les friches de la métropole, les quartiers de ces récupérateurs ont une réputation de dangerosité, une composition sociale très modeste et de nombreux réfugiés et sans papiers s'y abritent. Ils se caractérisent aussi par une forte dégradation du bâti résultant d'une stratégie d'abandon volontaire de la part des autorités stambouliotes afin de mieux justifier les projets de

10 En ce qui concerne l'expression « le dernier des métiers », qui est revenue à plusieurs reprises dans les discussions, Mahmut explique : « *Presque tout le monde avait un autre boulot ici, mais on a fait faillite, ça n'a pas marché. On fait ça parce que c'est le dernier des métiers avant de tomber dans la criminalité* [...] *Une fois que tu as commencé ce métier, tu ne t'intéresses plus au regard des autres, parce que c'est le dernier des métiers. Alors, tu penses à toi et pas aux autres.* » (Mahmut, ancien récupérateur et propriétaire d'un petit dépôt informel à Tarlabası, entretien du 10/07/2014, Istanbul).

11 La notion d'inclusion perverse a été développée par le chercheur brésilien Sawaiya B., *As Artimanhas da exclusão. Análise psicossocial e ética da desigualdade social*, Petrópolis, Vozes, 3e édition, 2001.

rénovation urbaine et les récupérateurs sont très conscients de la menace qui pèse sur leurs espaces de vie et de travail. À Süleymaniye et à Tarlabası, le grand nombre de maisons en ruines, murées ou brûlées rend compte de cette stratégie de délaissement, ce qui n'empêche pas que, à Tarlabası, de grands panneaux publicitaires annoncent des projets immobiliers d'envergure (déjà amorcés), soutenus par le président Erdoğan en personne¹².



1 – L'entrée d'un « depo » (dépôt) à Süleymaniye. Le numéro « 68 » sur le mur renvoie à la région d'Aksaray. (Photo P. Garret, 11/07/2015)

À Süleymaniye, les *toplayıcılar* se sont donc installés dans les maisons vétustes, les caves, ruines et dents creuses du quartier. Principalement originaires de quatre villages de la province d'Aksaray en Anatolie, à 700 km d'Istanbul, ils font des allers-retours : « Ici, il y a presque 1000 personnes d'Aksaray. Le premier est venu après le coup d'État [1980] à cause de la pauvreté. Si quelqu'un demande

12 Voir le documentaire sur un récupérateur du quartier : « Tarlabası and me » <http://sud.hypotheses.org/1690>. Précisons qu'il y aurait environ 500 000 récupérateurs en Turquie et un nombre indéfini à Istanbul. De nombreux Kurdes, du sud et sud-est de la Turquie migrent dans les grandes villes dans les années 1990 à la suite des violences à leur encontre et deviennent récupérateurs, notamment à Tarlabası.

“Aksaray-Niğde”, tout le monde sait qu’il vient pour la récupération. Il y a des nouveaux qui viennent, d’autres qui repartent ; on va là-bas tous les mois pour voir nos femmes et nos enfants, pour se reposer [...]. On ne pourrait pas faire vivre nos familles ici, on ne pourrait pas vivre, les loger, les nourrir. [...] Ici, c’est le quartier le plus pauvre d’Istanbul, il y a des criminels, c’est vraiment un mauvais quartier ! Quand on vous a vu arriver, on s’est dit que vous auriez dû aller ailleurs... »¹³. À la marginalisation spatiale s’ajoute une marginalisation historique et sociale qui participe à la construction identitaire et aux représentations stigmatisantes que les récupérateurs de déchets suscitent de la part des autorités et des autres citoyens – et qu’ils perçoivent fortement eux-mêmes. À la pénibilité du travail, s’ajoute la peur de la police encore plus prégnante pour les récupérateurs sans papiers que sont les Subsahariens, Afghans, Pakistanais ou la situation plus que précaire des nombreux Syriens réfugiés.

Ceci dit, tous les récupérateurs ne sont pas pauvres et il existe une hiérarchie professionnelle au sommet de laquelle se trouvent les propriétaires de *depo* – dépôts – qui achètent la collecte des récupérateurs de rue et auxquels ils sont parfois, mais pas toujours, liés par les liens familiaux ou d’interconnaissance. La relation entre patrons et récupérateurs articule ou oscille, selon les cas, entre d’un côté, paternalisme et protection et, de l’autre, dépendance, voire domination. À titre d’exemple, le patron d’un des plus grands dépôts de Süleymaniye a invité tous les récupérateurs du quartier à un grand repas de rupture du jeûne ; il lui arrive souvent de prêter de l’argent ou d’aider, d’une façon ou d’une autre, des récupérateurs qui sont dans le besoin, malades ou qui veulent investir dans du matériel. Ses employées au tri, des jeunes femmes roms, disent être mieux considérées et mieux payées chez lui qu’en collectant. Dans le contexte des enquêtes menées dans les dépôts, il est difficile de saisir les rapports de domination, notamment parce que les propos des récupérateurs sont liés à la présence de leur patron et qu’ils tendent à exprimer des formes de solidarité plutôt que des

¹³Entretien du 4/07/2014 avec Mehmet qui collecte depuis 15 ans.

dissensions. Ceci dit, lors d'un entretien mené en français, et donc non compris par les personnes présentes, un migrant clandestin arrivé après un long périple du Togo, nous expliquait qu'il était affecté aux tâches les plus difficiles – le lavage et broyage du plastique, au fond d'un garage, dans une atmosphère très polluée – et qu'il était moins payé que les autres.

Enfin, l'assignation spatiale des *toplayıcılar* est paradoxale. S'ils se sont précisément installés dans ces quartiers dégradés, c'est bien parce que ces derniers offrent une ressource spatiale essentielle à leurs activités car les terrains vagues servent à entreposer et à trier les matériaux récupérés et les rez-de-chaussée, sous-sols ou, parfois, le petit immeuble entier, y compris le toit, peuvent servir de stockage¹⁴. De plus, si les récupérateurs vivent et travaillent dans ces quartiers, c'est bien, encore, parce qu'ils savent que leurs dépôts ne seraient pas tolérés ailleurs, dans des quartiers plus aisés notamment et qu'ils ne pourraient trouver à s'y loger. C'est aussi parce que ces espaces sont perçus comme des marges, les récupérateurs peuvent y jouir d'une certaine tranquillité et d'une forme de liberté qu'ils revendiquent d'ailleurs souvent.

Quand l'action publique renforce la marginalisation

Depuis les années 1990, notamment à la suite d'une explosion de méthane dans une décharge sauvage d'Istanbul qui marque les esprits¹⁵, mais davantage encore à partir des années 2000 – et ce en prévision d'une adhésion à l'Union européenne – les autorités turques se sont engagées dans un processus de modernisation, d'organisation, de rationalisation et de mise aux normes (européennes) de tout ce qui concerne les déchets. Cette logique va de pair avec une privatisation tous azimut. Des décharges contrôlées sont ainsi créées, les décharges illégales fermées et réhabilitées en espaces verts, des centres de compost et de récupération pour le recyclage s'ouvrent.

L'année dont se souviennent bien les récupérateurs est celle de 2005,

¹⁴ La morphologie du terrain en pente à Süleymaniye est aussi mise à profit comme ressource dans les pratiques professionnelles : par exemple, pour l'un des grands dépôts qui se situe en surplomb d'une rue, les travailleurs jettent les sacs de matériaux triés directement dans le camion garé en contrebas, ce qui facilite les manipulations de sacs souvent lourds.

¹⁵ Lire *Contes de la Montagne d'ordures*, roman de Latife Tekin, 1995, Paris, Stock, 196 p.

lorsqu'une directive sur les emballages permet aux mairies d'arrondissement de la ville de déléguer à des sociétés privées la collecte des cartons – matériau important pour les récupérateurs – mais aussi de créer des centres de tri, d'organiser le tri sélectif à la source, de placer des conteneurs enterrés également sélectifs. Des expériences pilotes sont menées en ce sens et certains quartiers centraux sont équipés de conteneurs enterrés.

Cette politique réformatrice n'a, en aucune façon, pris en compte l'existence et le travail des récupérateurs informels (hormis à Ankara dont nous reparlerons plus loin) : tout acteur travaillant dans le domaine des déchets sans licence officielle est considéré comme menant une activité illégale depuis cette directive et collecter les matériaux s'apparente à du vol. Les récupérateurs basculent alors de l'informalité à l'illégalité. Or, à l'échelle de la Turquie, le secteur informel remet dans le circuit de 30% à 70% des matériaux recyclables et, bien que cette fourchette soit large, leur travail constitue la base du système de récupération et de recyclage, alors même que les entreprises privées ou publiques sollicitées par les municipalités peinent à remplir leurs obligations. En ce qui concerne les ordures ménagères d'Istanbul, seuls 47% des déchets ménagers seraient collectés par les camions-bennes, le reste est récupéré par le secteur informel ou formel dont 80 % des déchets d'emballage¹⁶.

En 2010, dans un contexte de rentabilité économique croissante du secteur, de compétition et de convoitise autour du déchet et face à des récupérateurs qui n'ont pas disparu, loin de là, la Ville tente d'intervenir sur le secteur informel et de préempter leurs matériaux, ainsi que l'explique Serdach, patron d'un petit dépôt dans le quartier de Tarlabası : « *Selon une nouvelle loi [directive de 2005], tous les déchets appartiennent à la municipalité, et ce que nous faisons maintenant, c'est voler ! Mais le gouvernement ne peut pas lutter contre nous. Il y a cinq ans [en 2010], la municipalité a convoqué les récupérateurs et a voulu leur donner des uniformes et des horaires de*

¹⁶ Ces chiffres sont sans doute approximatifs, mais la tendance va vers l'harmonisation de la gestion des déchets, via la société Istaç, affiliée à la Municipalité Métropolitaine d'Istanbul, chargée de contrôler et coordonner les activités de collecte et de recyclage à l'échelle du Grand Istanbul. Une autre société, Çevko, a été créée en 1991 par 14 entreprises industrielles turques pour prendre coordonner le recyclage. Enfin, en 2014, 21 entreprises privées de recyclage étaient agréées. Voir *La gestion des déchets solides à Istanbul*, mémoire de Master de N. Robin et J.Collas, Université de Rennes, 2014, 63 p.

travail précis. Mais les récupérateurs ne les ont pas suivis. Alors, les gens de la municipalité ont dit aux propriétaires des dépôts qu'ils devraient travailler avec une société privée spécifique qui achèterait nos matériaux, mais ça n'a pas marché, les prix étaient trop bas ! Cette société privée, Yüceler Kağıt, payait 10 liras turques, alors qu'ailleurs on gagnait 15 ! Maintenant, c'est fini, elle a fait faillite [...]. Le gouvernement accepte mes impôts, mais ne reconnaît pas mon métier... c'est bizarre !¹⁷ ».

En août 2011, toujours dans la lignée de cette logique de modernisation, un nouveau règlement sur les déchets d'emballage interdit à la fois le ramassage « informel », réservé à ceux qui détiennent une licence, mais aussi l'achat de ses matériaux par les entreprises. Mais, cette décision n'est pas suivie d'application jusqu'en 2016 : effet, très récemment, la politique d'éviction des récupérateurs de ce secteur s'est encore durcie puisqu'ils sont clairement menacés d'amendes et de confiscation de leur matériel de collecte.

Ainsi que l'explicitera la dernière partie de cet article, les revendications des récupérateurs ne vont pas être liées à un droit au logement – bien que celui-ci soit très précaire car beaucoup vivent dans des « chambres de célibataires » surpeuplées et sans aucun confort – mais à un droit à travailler alors même que l'accès à la ressource que constitue le déchet est régulièrement menacé par les réformes. Mais, avant cela, le travail de collecte en tant que tel nécessite la mise en place de nombreuses petites tactiques individuelles d'ajustement, d'arrangement, de contournement, d'évitement que l'on peut considérer comme des micro-luttes face à des normes urbaines qui excluent *a priori* les figures dérangeantes telles que celles du récupérateur. L'idéologie qui porte ces réformes de modernisation ne peut tolérer, dans l'espace public, le récupérateur tirant son diable rempli de débris et perçu comme « sale », « archaïque » et, sans doute, incontrôlable. Oser collecter dans l'espace public, en dépit des restrictions, sinon des interdictions, signifie certainement lutter pour sa survie, mais aussi faire fi des injonctions de la mise aux normes.

¹⁷ Entretien du 5/07/2015.

Pratiques spatiales et ordinaires des résistances

Franchir les marges : les « petites tactiques des faibles » mises en œuvre par les récupérateurs dans les espaces publics

La dimension spatiale occupe une place essentielle dans les pratiques ordinaires de résistance des *toplayıcılar*, notamment parce que l'échelle du quartier est essentielle, en termes d'interconnaissances, de discussions, de circulation de l'information et parce que cette proximité aide potentiellement à construire la résistance aux réformes : ici l'articulation entre proximité spatiale, proximité sociale et proximité professionnelle est à considérer dans les capacités qu'ont les récupérateurs à pouvoir s'organiser et éventuellement se mobiliser. À Süleymaniye, les origines anatoliennes des *toplayıcılar* où souvent ils se connaissent avant d'arriver à Istanbul, les réseaux familiaux et professionnels denses produisent aussi une forme de convivialité et de solidarité. De plus, le fait d'exercer le même travail stigmatisant les incite à un fort « entre-soi » et ils disent ne pas avoir d'activités hors de leur quartier autres que la récupération, ne pas fréquenter d'autres lieux pour leurs « loisirs » – et, de toutes façons, ne pas avoir de loisirs –, ne pas avoir de relations sociales à Istanbul hormis celles qu'ils entretiennent entre eux, etc. À Tarlabası, les récupérateurs migrants disent garder leur argent pour financer la suite de leur voyage et ne jamais sortir pour économiser. Un patron de dépôt du même quartier explique que ce que les récupérateurs gagnent part en forfaits de téléphone, en alcool et en cigarettes. Tout ceci contribue à faire du quartier un lieu sécurisant et rassurant, mais sans doute aussi enfermant et cloisonné.

Mais, par leur travail, les récupérateurs sortent quotidiennement dans la ville pour collecter leurs matériaux et c'est peut-être surtout dans les façons de franchir les frontières du quartier ou encore de franchir les marges¹⁸ et de pratiquer les espaces publics, espaces de visibilité et de vulnérabilité, que la dimension spatiale joue un rôle.

Leurs « routes » de collecte peuvent être longues d'une dizaine de kilomètres que certains font à quatre ou cinq reprises dans la même

18 Sur les frontières, limites et leur franchissement, on renvoie ici aux travaux de M. Agier et, notamment, à *L'Invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1999, 176 p.

journée. De plus, ils collectent dans les hauts lieux touristiques stambouliotes, très surveillés et contrôlés, ou dans des quartiers aisés où ils ne sont pas forcément bien vus. Or, c'est dans les pratiques des espaces publics que leurs « petites tactiques de faibles » – plutôt que « stratégies »¹⁹ – rendent compte d'actes de résistance, certes discrets, individuels, parfois éphémères et fragiles. Pour illustrer ces façons de résister, l'un des moyens consiste à faire preuve de son patriotisme, voire de son nationalisme. Ainsi, un récupérateur a accroché sur son chariot un grand drapeau turc, tandis qu'un patron a, pour sa part, affiché une large bannière représentant Atatürk à l'entrée de son dépôt ouvrant sur la rue. Il justifie son action par le fait qu'il aime Mustafa Kemal, père de la nation, et qu'il est fier d'être Turc²⁰. Il s'agit donc de montrer sa citoyenneté, de légitimer sa présence mais, parfois, aussi d'un acte visant à se protéger car, quoi qu'il en soit, on ne porte pas la main sur le drapeau. Si la représentation de celui-ci repose sur un code partagé par toute la population²¹, les récupérateurs marquent par cet accrochage leur appartenance à part entière à celle-ci.

19 De Certeau M., *L'invention du quotidien, tome 1*, « Arts de faire », Paris, Folio, 1990. L'auteur y écrit : « *La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé tel que l'organise la loi d'une force étrangère [...]. Elle fait du coup par coup [...]. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse. [...] la tactique est déterminée par l'absence de pouvoir comme la stratégie est organisée par le postulat d'un pouvoir* », pp. 60-62.

20 Notons que cet affichage du drapeau ou d'une personnalité célèbre se retrouve dans d'autres pays, notamment au Maroc où les bidonvillois peuvent accrocher le portrait du roi sur leurs baraques afin de se prémunir d'une expulsion.

21 Mauss-Copeaux C., Copeaux E., « Le drapeau turc, emblème de la nation ou signe politique? », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 1998, <http://cemoti.revues.org/63>



2 - Bannière représentant Mustafa Kemal, à l'entrée d'un dépôt. Photo P. Garret, 11/07/2014

Une autre manière de pratiquer les espaces publics tient à l'attitude qu'il faut y adopter pour y être toléré par les autorités municipales, la police et les autres citoyens : les récupérateurs savent (et disent) qu'il faut collecter rapidement, discrètement et garder les lieux très propres après la fouille dans les bennes et poubelles. Dans l'espace public, ils ne sont jamais « prioritaires » et ils savent qu'ils n'auront pas gain de cause en cas de conflit ou d'accident. On peut analyser ces façons de faire comme un acte de soumission renvoyant au stigmate, mais cette soumission rend aussi compte d'une connaissance aigüe des usages urbains, du fait de savoir contourner les obstacles et utiliser au mieux les ressources qu'offre la ville. Pour pouvoir collecter, la mise en place de toutes sortes de petites tactiques existe : ne jamais gêner la circulation automobile et emprunter (dangereusement) les voies du tramway ; tactiques d'évitement des nombreux piétons et touristes en les contournant ; partir ailleurs en cas d'interaction problématique ; utiliser les mosquées comme des lieux de repos, pour aller aux toilettes et se laver ; laisser le diable parfois encombrant et collecter dans un petit sac, donner un coup de main aux éboueurs officiels en

échange du droit de récupérer des matériaux, etc. ²² Le savoir-faire en termes de contournement est exprimé ainsi par Yusûf : « *Les récupérateurs peuvent aller partout, ils n'ont pas d'horaires fixes. Même si la municipalité leur interdit un quartier, l'heure d'après, ils y retournent ! Et la police n'y peut rien ! Les récupérateurs peuvent battre même la police et la municipalité ! [...] Ils trouvent toujours leur route* »²³.



3 - La route de collecte de Yunus devant la mosquée Bleue. Les jeunes gens en T-shirts bleus « Ask me » sont là pour aider les touristes. Photo P. Garret 9/07/2015

Un autre exemple consiste à passer des accords oraux avec les commerçants pour bénéficier d'un accès direct à la ressource ainsi que l'explique Mustafa : « [...] *Les récupérateurs trouvent toujours leur route. Par exemple, s'ils arrivent après les camions des municipalités, ils récupèrent quand même des choses [...] Les habitants donnent parfois leurs déchets triés aux récupérateurs, et parfois même les éboueurs leur donnent des matériaux directement (...). On a même*

²² Ces façons de circuler et de procéder dans les espaces publics découlent des observations retransmises après le suivi, au pas de course, du parcours d'un jeune récupérateur sur plus de 9 km, effectué par Pascal Garret et Aksel Beşiktaşlıyan.

²³ Entretien du 16/07/2014. L'expression turque « trouver sa route » renvoie au fait de toujours trouver une solution au problème.

des accord en sous-main avec la police pour récupérer ses locaux !!! ». La connaissance des horaires des benne-tasseuses permet également de collecter avant leur passage. Dans ces dernier cas, les récupérateurs savent qu'ils se placent dans une situation d'illégalité qu'ils assument par nécessité car il en va de leur survie.

Enfin, de façon plus générale, ces compétences et cette connaissance des modes de fonctionnement de la ville et de la société urbaine font certainement des récupérateurs des citoyens plus qu'ordinaires qui, envers et contre tout, initient des façons de faire pour s'adapter, s'ajuster et contourner les contraintes.

L'invention comme forme de résistance

Aux petites tactiques évoquées ci-dessus et assez communes à la récupération informelle ailleurs dans le monde, s'ajoutent des initiatives individuelles inventives pour lutter contre les obstacles. Ainsi, dans un dépôt, les récupérateurs ont fabriqué de longues perches qui permettent d'attraper les matériaux au fond des conteneurs. S'ils reconnaissent que le transport et la manipulation de cette sorte de « canne à pêche » n'est pas très pratique ni très efficace, ils présentent néanmoins l'objet de cette façon : « *Mais il y a une solution pour les conteneurs enterrés : une longue pique avec un crochet de fer ! Même s'ils enterraient les conteneurs 7 étages plus bas, on trouverait toujours une solution !* »²⁴.

24 Entretien avec Mustafa, patron d'un depo, 07/07/2014.



4 - La perche pour les conteneurs enterrés. Photo B.Florin, 8/07/2014

Une autre forme d'ajustement, qui nécessite cependant un capital, est de remplacer le dépôt par un camion, ce qu'a fait Ahmet, anticipant ainsi un éventuel durcissement à l'encontre des récupérateurs : « *Il y a beaucoup de changements à Süleymaniye et la municipalité va sans doute fermer les dépôts. Il y en a 500²⁵, un dans chaque rue ! Moi, j'ai un camion, ça va, mais je ne sais pas ce qui va se passer pour les autres* ». Le camion lui permet aussi de travailler plus loin, dans des quartiers plus aisés où la ressource est plus riche ; en cas d'ennuis avec la police ou les habitants, Ahmet déplace immédiatement son camion. Il va vendre ensuite lui-même ses matériaux aux usines de

25 Le chiffre de 500 est très excessif, car les dépôts à Süleymaniye sont plutôt de l'ordre de la trentaine. Mais l'exagération sur le nombre de récupérateurs, de dépôts ou sur les tonnages collectés peut aussi être lue comme une marque de défense de l'importance de leur travail et du fait qu'ils ne doivent pas être considérés comme quantité négligeable. À l'inverse, les autorités ont souvent tendance à les sous-estimer pour des raisons exactement inverses...

recyclage du secteur formel, sans passer par les intermédiaires grossistes et, de ce fait, gagne davantage.

Enfin, sur un registre différent, l'on peut évoquer le cas de jeunes hommes, frères et cousins, qui se sont organisés en coopérative et qui travaillent et vivent de façon solidaire. Auparavant liés individuellement à des patrons de dépôts qui les payaient en fonction de leur collecte, ils ont pu acheter ensemble un camion, louer un petit logement et installer leurs activités de tri dans une dent creuse ; ils vendent leur chargement à un grossiste voisin. On peut comprendre cette organisation comme une façon d'atténuer les rapports de dépendance et la hiérarchie professionnelle au sein du travail.



5 - Jeunes hommes organisés en coopérative. Photo P. Garret, 9/07/2015

Des résistances inattendues : la prise de conscience d'une exclusion croissante et l'émergence d'une contestation

Les récupérateurs, parce qu'ils font un « sale boulot »²⁶ et qu'ils

²⁶ Hughes Everett C., 1962, « Good People and Dirty Work », in *Social Problems*, vol. X ; trad.

manipulent l'ordure, sont associés au mieux aux pauvres, au pire aux catégories impures et intouchables. Il s'agit de groupes dont les qualités sont déniées et qui sont perçus en fonction de leurs manques : manque d'argent, manque de moyens, de culture, de savoir et de savoir-faire, d'expertise, etc., comme le sont en général les pauvres dans les descriptions officielles et parfois savantes. Habituellement qualifiés de « sans » ou considérés comme « incompetents », ceux-ci prennent pourtant l'initiative de l'action ²⁷. Ces capacités interrogent sur la « marginalité » d'acteurs qui ne sont peut-être pas aussi dominés qu'on imagine, même s'il faut immédiatement relativiser ce propos par l'inégalité des positions sociales au sein du groupe professionnel et communautaire.

Les « travailleurs des déchets » osent prendre la parole

À la différence de ce qui peut parfois, et de plus en plus souvent, se produire dans des contextes d'expulsion du logement suscitant de vives réactions collectives, voire des manifestations pour le « droit au logement » ²⁸, la situation des récupérateurs s'avère assez différente. D'une part, ils ne sont jamais informés directement des décisions, lois, plans ou directives relevant de la politique de gestion des déchets puisqu'ils ne sont pas « pensés » comme des acteurs susceptibles d'y jouer un rôle. Ils en prennent connaissance par les médias ou par le bouche à oreille. D'autre part, les récupérateurs peuvent être confrontés à la police lors de leur activité, mais individuellement et ponctuellement. La violence politique à leur rencontre est donc plutôt masquée, latente, larvée et se traduit surtout par un accès à la

française : 1996, *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, EHESS, 344 p.

²⁷ Boullier D., *Choses du public et choses du politique. Pour une anthropologie des inouis*, <http://spire.sciencespo.fr/hdl/2441/c8dmi8nm4pdjkuc9g49b16co1/resources/inouis-boullier-version-publi-3.pdf>. On peut aussi faire référence ici à Z. Bauman, dans *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Rivages, 2009, 279 p. L'auteur y parle de « vies perdues », les sans-emploi, pauvres, immigrants, etc., qui appartiennent à la horde des individus improductifs, des existences inutiles séparées du corps social et assimilées aux déchets industriels et ménagers dont la planète ne réussit plus à se délester. L'auteur les qualifie de « déchets humains », ces êtres relégués à la marge de la modernité par le triomphe mondial de l'économie de marché et, de ce fait, peu susceptibles de s'opposer aux pouvoirs publics. Voir la recension dans cette même revue <http://conflits.revues.org/10982#bodyftn18>. Il est enfin intéressant de noter la superposition de sens entre « déchets humains », « déchets sociaux » et « récupérateurs de déchets », proposée par D. Lhuillier D. dans « Le sale boulot », *Travailler*, 2005, n° 14, p. 73-98.

²⁸ Voir, par exemple, les travaux d'Agnès Deboulet sur les contestations liées au droit au logement en Egypte ou encore, dans ce même numéro, l'article de G. Erdi-Lelandais.

ressource (dont dépend néanmoins leur survie) rendu de plus en plus difficile. L'on comprend, dès lors, que la prise de conscience de leur exclusion ne soit pas collectivement évidente et qu'il soit, dans leur cas, plus difficile de se mobiliser que dans d'autres situations. Enfin, ils sont éparpillés géographiquement dans la métropole stambouliote et les *toplayıcılar* de Süleymaniye disent ne pas connaître ceux qui travaillent à Tarlabası, sur l'autre rive de la Corne d'Or, et encore moins ceux de la rive asiatique. Dans le même ordre d'idées, ils peuvent, certes, former des petites communautés, à l'instar des *toplayıcılar* originaires d'Aksaray ou des récupérateurs Roms²⁹ qui travaillent ensemble et qui sont liés par de fortes relations familiales, mais ce n'est pas toujours le cas et, par exemple, le travail de récupération à Tarlabası n'est pas communautaire et semble marqué par un *turn-over* des travailleurs important. La dispersion géographique, les difficultés de l'ancrage résidentiel et professionnel – on peut collecter ou se faire embaucher au jour le jour –, l'inégalité des liens communautaires d'un quartier à l'autre peuvent, en partie, constituer des obstacles à l'émergence d'une parole collective.

Pourtant, à Ankara, en 2002, les récupérateurs du quartier Iskitler, composé de friches industrielles, de bidonvilles à mauvaise réputation, se mobilisent contre les réformes en cours : « *On a compris la privatisation menée par la municipalité et on a voulu se défendre. Les récupérateurs ont participé aux manifestations du 1^{er} mai 2002 pour attirer l'attention sur eux. On y a participé avec nos diables et des pancartes où il était écrit "Ne jetez pas le capitalisme dans la poubelle, car le capitalisme ne vaut rien [i.e. n'est même pas récupérable]". C'était la première fois qu'on se montrait en groupe ! [...]. Les gens nous ont demandé qui on était et on a dit " Des travailleurs de cartons recyclés " et même quelqu'un a demandé si on était trotskistes et on a répondu " Non, nous sommes des travailleurs du papier [Kağıt İşçileri]"*³⁰.

29 Nous avons pu avoir des entretiens avec trois jeunes femmes et un homme roms, embauchés au tri dans un dépôt de Süleymaniye. Ils nous expliquent qu'ils travaillent d'habitude plutôt entre eux, mais qu'ils sont bien payés et que le revenu est plus régulier dans ce dépôt.

30 Entretien du 13/07/2015, avec Ali Mendilloğlu, ancien récupérateur, né à Ankara dans le quartier de Dikmen.



6 - Manifestations à Ankara, 1^{er} mai 2010, "Un paradis pauvre est meilleur qu'un enfer riche ». « Travailleurs des déchets papier ». « Ne jetez pas le capitalisme à la poubelle de l'histoire. Ça ne coûte même pas deux sous », www.facebook.com/groups/7037320971/photos/

À Ankara, la prise de conscience des effets de la « privatisation » s'effectue grâce à l'impulsion essentielle de ce militant, Ali Mendillioğlu, ancien récupérateur, puis propriétaire d'un petit dépôt et leader du quartier, devenu aujourd'hui une figure publique de la défense des droits des récupérateurs. À la même période, les attaques contre ces derniers se multiplient : la police investit leur quartier, confisque 4000 diables et agresse les habitants dont certains sont blessés et hospitalisés. Ils sont aussi confrontés à la police lorsqu'ils collectent en ville. S'ensuivent des négociations avec les autorités municipales car, comme l'explique Ali Mendillioğlu : « On ne peut pas mettre un policier derrière chaque récupérateur ou chaque conteneur (...). À Ankara, nous nous sommes montrés, nous avons voulu nos droits, on a cherché nous-mêmes nos droits (...) Ce n'est pas la municipalité qui voulait nous intégrer, c'est nous qui voulions que nos droits soient reconnus ! Finalement, elle nous a attribué un seul quartier où nous pouvons récupérer : un seul, mais c'est légal pour nous ! ».

À Istanbul, les récupérateurs sont également conscients des obstacles croissants posés à leur encontre à partir de 2005 : sur ordre des municipalités d'arrondissement, certains dépôts informels de Tarlabası sont fermés ; à Süleymaniye, la police passe aussi pour annoncer que

tous les dépôts seront bientôt illégaux ; d'autres sont contrôlés et doivent être « mis aux normes » ; les récupérateurs sont, en théorie, complètement interdits de collecte, surtout dans les quartiers touristiques et aisés ; les conteneurs enterrés se multiplient et de petites entreprises de tri, privées, sous licence, travaillant pour les mairies, sont aussi créées. À cette date, les récupérateurs ne sont pas du tout organisés, n'ont pas de représentant et encore moins de syndicat. Par contre, ils se connaissent quasiment tous, essentiellement à Süleymaniye où la dimension communautaire et les réseaux familiaux sont importants. À cette interconnaissance sociale s'ajoutent les relations professionnelles entre récupérateurs et propriétaires de dépôts : ils se rencontrent quotidiennement pour le travail et parlent ensemble. Chacun sait si l'un d'entre eux a eu une collecte difficile ou a été ennuyé par la police, etc. : « *Dans ce métier tout le monde se connaît, soit parce qu'on vient du même village, soit parce qu'on fait le même travail. Il y a une grande solidarité* » explique Yusûf³¹. Ces relations vont favoriser les discussions entre récupérateurs face au contexte difficile et annoncer l'émergence de leaders, porte-parole des « travailleurs de déchets » et qui vont engager des négociations avec les responsables. Ainsi, à la différence d'Ankara, à Istanbul – au moins jusqu'à aujourd'hui – n'apparaissent pas de luttes collectives spontanées ou préparées, mais davantage des échanges d'informations et des discussions qui favorisent la prise de conscience ainsi qu'une forme de délégation de la défense du groupe à ceux qui y détiennent les positions sociales et professionnelles les plus élevées, à savoir les grossistes patrons de dépôts.

Le rôle des patrons et des militants

À Istanbul, l'éclatement géographique des récupérateurs et la topographie de la ville rendent difficile toute mobilisation collective à l'échelle urbaine – « *les récupérateurs ne passent pas les ponts* » – à la différence d'Ankara où ils étaient davantage regroupés. Par contre, à l'échelle du quartier Süleymaniye, Yusûf, principal grossiste, propriétaire d'un grand dépôt détenant une licence, tente à partir de 2005 de rassembler les récupérateurs du quartier et d'entamer des discussions avec les autorités. Yusûf est l'un des plus anciens dans le travail – son père et ses oncles étaient déjà ferrailleurs – et chacun le

³¹ Entretien du 4/07/2014 avec Yusûf, grossiste.

connaît et dit le respecter ; il a un capital social mais aussi économique suffisant pour avancer de l'argent à ceux qui en ont besoin. À ces relations de type paternaliste s'ajoute le fait que Yusûf maîtrise l'ensemble de la filière de la récupération ainsi que les prix des matériaux. Il constitue donc une figure centrale à trois titres : celui de la communauté d'origine, celui du groupe professionnel et celui du quartier qui explique que, presque naturellement », il s'érige en organisateur et en décideur et qu'il est reconnu comme tel par les autres. Tout d'abord, il mène un recensement des dépôts, des identités de leurs propriétaires et de leurs récupérateurs : grâce aux téléphones portables, il peut les informer des matériaux à collecter en fonction des variations des cours, mais il se sert aussi de ce moyen pour les avertir de l'avancée des négociations avec la municipalité. Puis, en 2007, il crée une association informelle qui sert de structure intermédiaire dans les relations avec les pouvoirs publics : « *Tous les trois ou quatre mois, on se retrouve et on parle ensemble. Les patrons de dépôts viennent avec leurs récupérateurs. Certains ne viennent pas, mais beaucoup viennent. J'invite aussi un représentant de la municipalité pour discuter des problèmes (...). Dans ces réunions, on discute aussi de la légalisation. Si on pouvait la réaliser, les récupérateurs auraient des droits sociaux (...). Ce ne sont pas des réunions officielles, mais on voudrait que cela le devienne. L'idée, c'est d'améliorer les conditions de vie et de travail des récupérateurs* »³².

De ces réunions émerge la proposition, déjà évoquée plus haut, par la municipalité, d'attribuer un uniforme, des gants et des horaires précis aux récupérateurs qui collecteraient pour les entreprises privées. Mais, dans cette proposition, les prix d'achat des matériaux sont inférieurs à ceux du marché et cette « intégration » ne leur donne aucun autre avantage (de type sécurité sociale ou autre). Dans le même ordre d'idées, émane la proposition d'attribuer à certains récupérateurs – mais on ne sait sur quels critères ceux-ci seraient choisis – des vélos-triporteurs et un prototype est même construit. Ces propositions sont refusées par les récupérateurs : ils ne savent pas et ne veulent pas se servir du tricycle qu'ils ont peur de ne pas maîtriser dans les pentes raides de la ville ; ils refusent d'être astreints à des horaires fixes, mais, surtout, la proposition de reconnaissance, par le seul biais de

³² Entretien du 15/07/2014 avec Yusûf.

l'uniforme, leur semble tout à fait insuffisante et le manque à gagner trop grand.

En définitive, et ce jusqu'à aujourd'hui, ces discussions avec les représentants de la Ville n'ont pas donné de résultats très tangibles, mais elles ont permis l'établissement d'un *statu quo* fragile : une sorte de laisser-faire de la part des autorités en échange de la discrétion et de la propreté de la part des récupérateurs. Ces derniers le savent et disent qu'ils font très attention à ne pas laisser de déchets autour des conteneurs lorsqu'ils collectent.

Aux patrons de dépôts qui, bien positionnés dans la hiérarchie professionnelle, se placent comme intermédiaires entre les récupérateurs et la municipalité s'ajoutent des militants, comme Ali Mendillioğlu, qui s'était déjà mobilisé pour les récupérateurs d'Ankara, et qui décide de s'installer à Istanbul en 2012 dans l'objectif clairement énoncé « *d'aider à l'organisation et au regroupement des récupérateurs* »³³. Depuis longtemps, Ali Mendillioğlu est engagé dans l'action politique, plutôt dans la mouvance socialiste – mais dans l'entretien, il précise ensuite « communiste ». Paradoxalement, s'il a un rôle d'interlocuteur, c'est sans doute davantage aux yeux des autorités publiques qu'aux yeux des récupérateurs, ce qu'il déplore : en effet, les premières font régulièrement appel à lui pour intercéder auprès des seconds lorsqu'il y a des problèmes, notamment avec les Roms ainsi qu'il le précise. Du fait de la structure urbaine et des trente-neuf municipalités qui composent la ville, il est, selon Ali, très difficile d'organiser les récupérateurs qui sont très nombreux – par exemple, explique-t-il, l'un des grands quartiers de la rive asiatique compte davantage de récupérateurs que toute la ville d'Ankara. Ali est devenu une figure publique et a été interviewé à la télévision, mais il se dit « *fatigué de parler au nom des récupérateurs* » et, sans se désengager complètement, il a pris aujourd'hui quelque distance avec ces derniers.

Si les tentatives d'organisation et de prise de parole des récupérateurs ne sont pas suivies d'effets très concrets dans la reconnaissance de leur travail de la part des acteurs politiques, il n'en reste pas moins

³³ Entretien du 13/07/2015.

que se construit, de leur part, un discours légitimant leur place : en ce sens, il est possible de parler d'une conscientisation politique. Celle-ci s'appuie sur des arguments discursifs présents chez les « entrepreneurs des déchets » aussi bien que chez les récupérateurs. Leur rôle est écologique : « *Nous, on contribue à recycler le plastique qui ne sera pas jeté dans la nature, même si on n'est pas reconnu pour notre contribution à l'environnement* »³⁴. De façon récurrente dans les entretiens, ils disent délester la ville d'un grand nombre de déchets, participer à l'économie urbaine et faire vivre de nombreuses personnes en ville et dans leurs campagnes d'origine marquées par la pauvreté. Ils mettent en avant le fait que les habitants ne savent pas et ne peuvent pas procéder au tri sélectif comme en Europe, alors qu'eux-mêmes, du fait de leurs compétences professionnelles, sont plus efficaces. Ces arguments fondent leur demande de reconnaissance sociale, mais aussi leurs revendications pour un droit à l'accès à la ressource qu'est le déchet et, plus généralement, un droit à travailler. Très conscients de la situation, et construisant un discours élaboré sur elle, c'est, davantage que la marginalité, le sentiment d'injustice qui est le moteur de leur plaidoyer : « *Ce métier fait vivre des milliers de personnes et, en Turquie, on est mieux organisé qu'ailleurs. Pourtant, on a des problèmes avec la police. Les gens qui vivent ici disent aussi qu'on fait des saletés et on a des problèmes avec la municipalité. Alors qu'on est très importants pour le recyclage et l'environnement [...]. Grâce à ce métier, on peut survivre. Sans ça, je fais quoi ? Je vole ? Je deviens un criminel ? C'est comme ça que je nourris ma famille !* »³⁵.

Last but not least, en janvier 2016, le ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme annonce, via une circulaire envoyée aux entreprises de recyclage, que tout achat de papiers et cartons au secteur informel est interdit sous peine d'une amende de 140.000 livres turques (43.750 €). De leur côté, les récupérateurs sont menacés d'une amende de 20.000 livres turques (6.200 €) s'ils continuent de collecter. Il s'agit dorénavant de l'application ferme du décret de 2011 et il semble que, en effet, de nombreuses sociétés aient récemment cessé d'acheter les cartons aux récupérateurs. Une vidéo montre également une altercation entre des policiers et un récupérateur qui s'accroche

³⁴ Entretien avec Mustafa, 7/7/2014.

³⁵ Entretien avec Mehmet, 09/07/2014.

littéralement à son diable afin d'éviter sa saisie : des passants prennent la défense de ce dernier qui, finalement, a gain de cause³⁶. Sans pouvoir préjuger, à ce jour, des réactions et éventuelles mobilisations des récupérateurs, cette décision est néanmoins suivie d'un « buzz » sur les réseaux sociaux et de prises de positions en leur faveur³⁷. Il est encore difficile d'en mesurer les conséquences, notamment en termes d'émergence d'un débat public qui amènerait cette question dans les arènes de l'espace public³⁸.

36 <http://www.aktifhaber.com/kagit-toplayicisi-zabitalara-isyan-etti-ekmek-tekneme-el-koyma-1319548h.htm>

37 Voir, par exemple, la vidéo où l'on entend Dinçer Mendillioğlu, Président de l'Association des ouvriers du recyclage plaider la cause des récupérateurs <https://www.youtube.com/watch?v=cApUdUczQP4> ; l'article sur eux dans <http://www.kedistan.net/2016/02/04/ramasseurs-papier-turquie/> ; le soutien public de İlber Ortaylı, historien réputé, professeur à l'Université Galatasaray ; une pétition de soutien ouverte sur change.org ; le groupe Facebook "Katık/ Geri Dönüşüm İşçileri Dergisi" (Katık, la revue des travailleurs de recyclage) qui mène des actions de sensibilisation et diffuse les informations ; ou, enfin, l'article sur le site de l'Alliance mondiale des récupérateurs qui témoigne d'une prise de défense à une autre échelle <http://globalrec.org/2016/02/05/will-waste-pickers-in-turkey-join-unemployed-army/>

38 Il s'agit ici du processus par lequel des petits mouvements discrets et éphémères, peu pris au sérieux, peuvent faire émerger, *in fine*, des problèmes publics dans les arènes publiques. Voir Cefaï D. et Trom D., *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, ed. de l'EHESS, 2001, 322 p. ; ou encore Gilbert C. et Henry E., « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, n° 531, 2012, pp. 35-59 ; ou enfin, plus spécifiquement sur les chiffonniers du Caire, Florin B., 2015, « Quand la question des déchets devient un problème public : réforme, crise, ajustements et malentendus entre acteurs. L'exemple du Caire (Égypte) », in Cirelli C. et Florin B., *Sociétés urbaines et déchets*, Tours, PUFR, 2015.

Kağıt toplayıcılarının topladıklarını alanlara
140 bin TL ceza verilecek.



7. Caricature

« Les entreprises qui achètent la collecte des chiffonniers auront à payer une amende de 140 000 livres turques

L'État : On dit qu'il y a beaucoup d'argent dans ton secteur, pas vrai ?

Le chiffonnier : Non, il n'y a pas tant d'argent que ça, mais au moins on contribue à la défense de l'environnement, mon frère

L'État : Arrête de faire de la politique ! »

Sources : caricature trouvée sur la page d'un patron de dépôt³⁹

Conclusion

Les tactiques discrètes et ordinaires, qui permettent aux récupérateurs de contourner quotidiennement les obstacles dans leurs pratiques professionnelles des espaces publics, sont liées à leurs savoir-faire et compétences⁴⁰ découlant de leur connaissance

³⁹ <https://www.facebook.com/onemligeridonusum/?fref=nf> ; mars 2016. Traduction par G. Erdi Lelandais.

⁴⁰ L'examen des stratégies d'intégration urbaine et de résistance des populations des marges dans les villes des Suds fait référence à des travaux, bien connus aujourd'hui, mettant en

extrêmement fine de l'espace urbain, de la société urbaine et de leurs modalités de fonctionnement. En ce sens, les récupérateurs de déchets, pourtant considérés par beaucoup comme marginaux, parias et « déchets sociaux », sont aussi des citoyens « extra-ordinaires » qui savent largement se jouer des contraintes. À ces ruses transgressant les interdits et injonctions de mise en ordre et de mise à la norme de la ville par les pouvoirs publics s'ajoutent, depuis les années 2000, des revendications qui nous paraissent les constituer progressivement comme groupe professionnel, ayant une conscience de groupe et donc potentiellement capable de se mobiliser. L'élaboration d'un discours commun, porté par les leaders, entrepreneurs des déchets et militants, en témoigne, même s'il faut distinguer les arguments des premiers pour lesquels l'activité des récupérateurs – main d'œuvre à bas prix et sans droits – fonde le système lucratif du recyclage, de ceux des seconds, engagés politiquement.

Enfin, la professionnalisation croissante du secteur dit « informel » dément les représentations classiques de la figure des chiffonniers « [ces] bandes de chasseurs-cueilleurs dans la jungle urbaine »⁴¹ ; mais, il n'en reste pas moins que la puissance de l'assignation à une place – à la marge de la ville, à la marge de la société, à la marge du travail – rend sans doute encore difficile la possibilité de mobilisation en dépit de l'indignation qui les motive. Les tentatives de sortie de la marge sont ainsi limitées, inégales, peu certaines de succès : « Quand on examine les éventuelles réponses apportées par les différents acteurs sociaux aux multiples expressions d'indignation, on est bien obligés de convenir que l'indignation mobilise. C'est pourquoi, pour certains, elle est, par essence, provocatrice, subversive, voire révolutionnaire. Est-ce suffisant pour voir en elle le principal ressort des actions humaines ? Car force est de constater que l'efficacité de l'indignation peut s'épuiser rapidement, tourner court et ne produire que... de l'indignation. En réalité, il semble qu'il faille distinguer les

évidence leurs compétences et arts de faire. Voir notamment : Lussault M., Signoles P. (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de recherches n°29, 1996, 158 p. ; Navez-Bouhanine (dir.), *La Fragmentation en question : des villes entre fragmentation sociale et fragmentation spatiale ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala-IRMC-URBAMA, 2000 ; ou, plus récemment, Semmoud N. et al. (dir.), *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Presses universitaires François Rabelais, 2014, 28 p.

⁴¹ Lomnitz A. L., *Cómo sobreviven los marginados*, México, Siglo XXI, 1975, 229 p. L'auteur évoque ici les chiffonniers de Mexico dans les années 1970.

plans : l'indignation qui produit du discours (parfois vain) et/ou de la pensée ; l'indignation qui mobilise l'opinion (parfois vainement) ; l'indignation qui pousse à l'action ou, mieux, produit de l'action (et qui peut être vaine, elle aussi...)»⁴².

⁴² Nous suivons ici les propos de A.-C. Ambroise-Rendu et C. Delporte dans leur introduction à *L'indignation, histoire d'une émotion politique et morale, XIXe-XXe siècles*, *op. cit.*